



**TERMES DE REFERENCES (TDR) POUR LE
RECRUTEMENT D'UN.E CONSULTANT.E POUR
L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE D'ORIENTATION DE
LA COHÉSION SOCIALE DE OXFAM AU BURKINA FASO**

2024

I. Contexte et justification

Depuis 2015, le Burkina Faso est t à l'épicentre des crises humanitaires et de déplacements qui se détériorent rapidement au centre du Sahel. Les affrontements entre les groupes armés, dont plusieurs sont affiliés à l'État islamique ou à al-Qaïda, et les forces nationales de sécurité, ainsi que les attaques contre des civils perpétrées par toutes les parties en cause continuent d'entraîner de grands déplacements et créent des besoins humanitaires massifs¹.

Les groupes armés se multiplient et la violence s'étend aujourd'hui dans la quasi-totalité des régions. En décembre 2018, l'état d'urgence est proclamé dans six régions du pays puis dans huit régions à partir du 30 mars 2023. Le Burkina Faso devient le pays sahélien le plus ciblé par les attaques des groupes armés non étatiques et occupe désormais la première place de l'Indice mondial du terrorisme, avec près d'un quart des décès dus au terrorisme dans le monde². La crise sécuritaire a causé des milliers de victimes, des déplacements massifs de populations et des dégâts matériels.

L'intensification des attaques menées contre la population civile a provoqué le déplacement forcé de plus de 2 062 534 PDI au 31 mars 2023, selon le CONASUR, la fermeture de 5 336 structures éducatives, en février 2024³. Le dernier rapport du ministère de la Santé fait état de 413 soit 19,5% des formations sanitaires fermées dont 124 formations sanitaires saccagées, privant plus de 3,8 millions d'habitants l'accès aux soins de santé⁴. Une crise humanitaire majeure s'installe principalement dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. La majorité des personnes déplacées sont accueillies dans des régions caractérisées par une très grande pauvreté et fragilisées par une crise climatique qui se matérialise par des chocs (inondations, sécheresses), l'appauvrissement de certains sols, et de mauvaises récoltes⁵.

Selon les données du cadre harmonisée de mars 2024, **l'effectif de la population vulnérable qui nécessiterait une assistance immédiate (phase 3 à pire) serait de 2 734 196 personnes**, soit **12%** de la population totale, et ce nombre devrait augmenter de façon importante au cours des prochains mois si la campagne agricole n'est pas favorable. Pourtant, la crise humanitaire qui frappe le pays mobilise très peu l'attention internationale⁶.

La réalité de l'escalade du conflit a conduit à une dégradation de la situation de la paix et de la cohésion sociale et exacerber les tensions communautaires préexistantes, qui

¹ <https://www.refugeesinternational.org/reports-briefs/apres-le-putsch-crise-humanitaire-et-deplacements-au-burkina-faso/> (consulté le 26/09/24)

² <https://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2024> ((consulté le 25/09/24)

³ Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation et la promotion des langues nationales, Rapport statistique mensuel des données de l'éducation en situation d'urgence, février 2024.

⁴ <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/bulletin-ndeg1-du-cluster-sante-janvier-2024> (consulté le 28/09/24)

⁵ Oxfam GB pour Oxfam International, : **Les femmes dans la crise au Burkina Faso: Survivantes et héroïnes, mai 2022. Au Burkina Faso en 2023, les décès dus au terrorisme ont augmenté de 68 %, même si les attaques ont diminué de 17 %**

⁶ Plongé dans le conflit depuis 2019, le Burkina Faso arrive en tête de liste des crises négligées pour la deuxième année consécutive. Avec un nombre record de 707 000 nouveaux déplacements à l'intérieur des frontières du pays, la crise humanitaire s'est poursuivie sans relâche en 2023, tandis que des centaines de milliers de personnes ont été coupées de l'aide (NRC : les crises de déplacement les plus négligées dans le monde, 2023).

elles-mêmes alimentent la dynamique de conflit et d'insécurité. La compétition pour les ressources naturelles s'est politisée par le biais d'alliances avec des groupes armés rivaux. Cela renforce la méfiance entre les communautés et provoque une dégradation du tissu social⁷.

Devant cette réalité, les organisations d'aide doivent se préparer à rehausser l'efficacité de leurs efforts en améliorant la recherche, la planification et la coordination. En réponse à l'avènement de cette crise depuis 2015, Oxfam s'est adapté à son nouvel environnement grâce à l'élaboration/actualisation d'une stratégie pays adapté et adéquat (OCS) qui a favorisé la promotion de plusieurs approches (le Triple Nexus humanitaire-développement-paix), le renforcement des capacités des partenaires opérationnels, l'appui techniques des affiliés, l'élaboration de plusieurs stratégies (partenariat, localisation, influence, etc..).

En outre, pour relever les défis liés à l'action humanitaire et de développement en lien avec les conflits dans le contexte actuel caractérisé par une crise multidimensionnelle, Oxfam, à travers ses différents programmes et départements, s'est engagé au niveau national à promouvoir les activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix. Dans cette dynamique, Oxfam a recruté un-e Conseiller-e spécialisé-e en consolidation de la paix afin d'assurer le contrôle technique et le leadership stratégique des activités du bureau pays dans ce domaine. Toutefois, il ressort que l'absence d'un cadre d'orientation institutionnel en lien avec la cohésion sociale et la consolidation de la paix pour guider l'action sur le terrain constitue une préoccupation majeure et un frein à l'atteinte de l'objectif global de l'OCS qui est de « contribuer avec les femmes et les jeunes à la réduction des inégalités dans un Burkina Faso sécurisé, pacifique, inclusif, à travers une approche sensible au genre et au conflit ... ».

Les présents termes de références sont établis pour le recrutement d'une équipe de consultance/bureau d'étude qui aura à accompagner l'équipe de Oxfam pour l'élaboration d'une stratégie d'orientation de la cohésion sociale de Oxfam au Burkina Faso.

II. Objectifs et résultats de la consultation

1. Objectif global

L'objectif général poursuivi par cette consultation est d'élaborer un document d'Orientation Stratégique pour la période à venir 2025-2029.

2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques ci-après sont poursuivis et doivent être intégrés dans le document final :

- Faire une analyse des forces, faiblesses, potentialités et contraintes de la cohésion sociale dans nos zones d'intervention ;

⁷ Comprendre la crise au Sahel in <https://www.shelterbox.fr/operations/conflit-au-burkina-faso/> (consulté le 26/09/24)

- Définir de nouvelles orientations stratégiques y compris la vision et les principes clés, les cibles, les actions facilitatrices, les indicateurs et les approches de mise en œuvre en cohérence avec les axes prioritaires d'intervention au regard du contexte socio politique et humanitaire ;
- Elaborer un plan d'action en adéquation avec les objectifs et résultats attendus par axe d'intervention ;
- Proposer une stratégie de mobilisation des ressources, un budget quadriennal et de l'année 1 ;
- Proposer une théorie de changement du document d'orientation stratégique ;
- Elaborer un dispositif de suivi-évaluation pertinent eu égard au contexte sécuritaire.

3. Résultats attendus

- Un document d'orientation stratégique est élaboré ;
- Un plan d'action est disponible et validé ;
- une cartographie des acteurs de financement dans le domaine de la cohésion sociale est élaborée
- Une théorie de changement et un cadre logique sont élaborés ;
- Un dispositif de suivi évaluation est élaboré et fourni ;

III. METHODOLOGIE

Les partenaires de Oxfam seront mobilisés pour l'analyse de l'environnement externe en vue de dégager les forces, les faiblesses, les potentialités et les contraintes de la cohésion sociale dans nos zones d'intervention. L'approche sera participative et itérative afin de parvenir à l'élaboration d'une stratégie inclusive sur la cohésion sociale. Ce document stratégique sera élaboré sur la base de l'expérience de l'ensemble des staffs des programmes de Oxfam et de ses partenaires. Le consultant/bureau d'étude sera invité à exploiter rigoureusement les résultats atteints et les recommandations de l'évaluation sur la conceptualisation de la paix réalisé par Oxfam Grande Bretagne (OGB), l'ensemble des documents pertinents (évaluations sur la dynamique des conflits, genre, etc.) réalisées dans nos zones d'intervention et la stratégie nationale sur la cohésion sociale (2022-2023) pour être en phase avec le contexte sociopolitique actuel.

IV. Profil du cabinet d'études/consultant pour la mission d'évaluation

Pour cette mission d'élaboration du Document d'Orientation Stratégique et Plan d'Action, il est recherché un bureau d'études/consultant répondant au profil ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (BAC+5 ans au moins) en gestion de conflits, en genre et cohésion sociale, en économie, en sociologie, en gestion de programmes et projets de développement ou toute autre discipline jugée pertinente ;
- Avoir une très bonne connaissance et compréhension des politiques et stratégies Genre, cohésion sociale, consolidation de la paix etc. ;
- Avoir une expérience confirmée dans l'élaboration d'au moins un document d'orientation stratégique sur la cohésion sociale ;
- Avoir une bonne connaissance des partenaires techniques et financiers actifs sur la cohésion sociale au Burkina Faso ;

- Avoir des compétences avérées sur les approches transformatrices sensibles au genre, la sensibilité aux conflits, et en suivi évaluation ;
- Avoir une bonne connaissance en matière d'appui méthodologique et organisationnel aux institutions et structures de développement ;
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement institutionnel, sociopolitique et humanitaire au Burkina Faso.

V. Les tâches du cabinet d'études/consultant

La mission débutera aussitôt le protocole d'accord signé entre les différentes parties. Le bureau d'études/consultant devra veiller à :

- Conduire la mission d'élaboration du Document d'Orientation Stratégique et Plan d'Action avec dextérité ;
- Elaborer et déposer le document final du Document d'Orientation Stratégique et Plan d'Action avec ses annexes intégrant les différents amendements ;
- Participer à l'atelier de restitution provisoire.

VI. Durée de la mission

- La durée de l'élaboration du Document d'Orientation Stratégique couvrira une période de 30 jours calendaires intégrant un atelier de réflexion organisé par Oxfam avec les partenaires et l'ensemble des programmes de Oxfam et autres parties prenantes d'intérêt.

VII. SOUMISSION DE CANDIDATURE

L'offre technique doit contenir les éléments suivants :

- Une lettre de soumission adressée au Directeur Pays de Oxfam au Burkina Faso ;
- La compréhension globale des TDRs ;
- Une brève description de l'approche de travail/proposition technique donnant la raison pour laquelle le cabinet ou le ou la consultant.e se considère comme le plus approprié pour la mission, et une proposition de méthodologie à appliquer pour exécuter la mission ;
- Un plan de travail et le schéma de déroulement ;
- Une présentation des outils rentrant dans le cadre de ce travail ;
- Les CV détaillés de l'ensemble des consultant.es ;
- Joindre les diplômes légalisés de l'ensemble des consultant.es.

La/le consultant.e national.e/bureau d'étude intéressé par cette offre fera des propositions technique et financière qui seront analysées par un comité de sélection qui sera mis en place à cet effet. Les offres technique et financière doivent être transmises par mail à l'adresse électronique Procurement.Burkina@Oxfam.org au plus tard le **17 novembre 2024 à 17h00** délai de rigueur.

Au risque que votre mail ne soit pas pris en compte par mégarde, l'objet de celui-ci doit être intitulé comme suit : **Consultant sur la cohésion sociale/ Offres technique et financière.**

Les dossiers de soumission incomplets seront rejetés.

VIII. Sélection et évaluation

L'offre du/de la consultant/e sera évaluée sur la base d'une analyse cumulative avec une méthode de notation pondérée. L'attribution du contrat sera accordée au consultant ou à la consultante individuel(le) comme suit :

- Proposition technique réactive, conforme, acceptable,
- Avoir obtenu la note la plus élevée parmi un ensemble prédéterminé de critères techniques et financiers pondérés spécifiques à la demande de propositions ;

L'attribution définitive du marché sera accordée au cabinet/bureau d'étude ou au consultant dont l'offre a été évaluée selon la "méthode de notation combinée". La sélection sera basée sur une méthode de notation combinée où la proposition technique aura un poids de 70% et combinée avec l'offre financière qui sera pondérée à 30%.

IX. Critères d'évaluation technique des offres

CRITERES	POINTS MAX.
Expérience académique Un diplôme d'études supérieur dans une discipline pertinente	10
Description de l'approche du travail méthodologique, planning des activités bien détaillé	15
Compétences avérées sur les approches transformatrices sensibles au genre, la sensibilité aux conflits, et en suivi évaluation	05
Compréhension des TDR	10
Expérience du cabinet ou du consultant ou Expérience avérée dans l'élaboration de stratégie sur la cohésion	25
Réalisme du chronogramme en lien avec la méthodologie	05
Total max.	70

Seulement les candidats ayant obtenu un minimum de 45 points sur les critères techniques ci-dessus seront pris en compte pour l'évaluation financière.

Les offres seront évaluées selon le principe du meilleur rapport qualité-prix, qui consiste à sélectionner l'offre qui répond le mieux aux besoins d'Oxfam et qui présente le meilleur retour sur investissement.

La notation finale des candidats présélectionnés tiendra compte de la note technique et de la note financière :

Critères	Repartition	Max. Point
----------	-------------	------------

Score technique	70%	70
Score financier	30%	30

Le candidat le mieux classé ou ayant l'offre la plus avantageuse pour Oxfam sera sélectionné.

X. REGLEMENT DES HONORAIRES

A la signature du contrat, 50% du budget sera mis à la disposition de l'équipe des consultants, 35% au dépôt du rapport provisoire et le reliquat (15%) au dépôt du rapport final après la prise en compte de tous les amendements et son acceptation par l'organisation commanditaire.